

Compte-rendu de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Réseau "Sortir du nucléaire" Sète 11 et 12 février 2017

Validé par le Conseil d'administration

SAMEDI 11 FEVRIER 2017

- **Mot de bienvenue**

Mot de bienvenue du directeur du centre d'accueil pour une présentation du lieu et de son éthique.

- **Présentation des participant-e-s**

Tour de table des personnes présentes : nom, prénom, département d'origine, groupe

- **Ouverture de l'Assemblée générale et présentation de son fonctionnement**

Présentation de l'organisation et des règles, de l'AG, le déroulé de ces deux jours, explication sur les votes et la méthode pour les prises de parole.

- **Vote préalable sur la suppression du vote de recevabilité dans le règlement intérieur (article 12.9 à 12.12)**

Explications sur ce qu'est la question de recevabilité et sur le pourquoi de sa suppression : suppression votée l'année dernière car dispositif trop complexe et cette année, on entérine cela dans le règlement intérieur en supprimant les dispositions concernées.

Vote préalable à l'AG :

Êtes-vous pour ou contre la suppression du système de vote de recevabilité ?
(Suppression des articles 12.9 à 12.12).

Pour	Contre	Abstention	Votants
40	0	2	42

Votes exprimés **40**

Taux d'abstention **4,8%**

Pour / Votes exprimés **100,0%**

Pour / Votants **95,2%**

ADOPTÉ

Ouverture de l'Assemblée générale extraordinaire

- Modifications des statuts

Présentation des modifications proposées au vote par Alain Joffre, administrateur. Les modifications sont présentées article par article et le vote se fera par bloc d'articles sur le même thème.

Sur la révision du préambule et des articles 6, 7 et 8 des statuts :

Questions de la salle sur la place des donateurs individuels : la place des donateurs a été discutée mais la réflexion n'était pas suffisamment aboutie pour être soumise au vote de l'AG cette année donc à voir au congrès 2019.

Débat sur la question des donateurs

Proposition de modification sur l'article 7 : remplacer « n'est pas obligé » par « doit ».

Proposition de modification sur l'article 8 : orthographier correctement le mot « adhérent ».

Révision des statuts du Réseau "Sortir du nucléaire"

Êtes-vous pour ou contre la révision du préambule et des articles 6,7,8 des statuts ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
40	0	4	44

<i>Votes exprimés</i>	40	<i>Taux d'abstention</i>	9,1%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / Votants</i>	90,9%

ADOPTÉ

Sur les articles 10 :

Discussion sur la notion de bassin de lutte. Explications sur le pourquoi d'un congrès.

Proposition de modification sur l'article 10.2 : remplacer « par au moins 6 groupes » par « au moins 3 groupes ».

Révision des statuts du Réseau "Sortir du nucléaire"

Êtes-vous pour ou contre la révision des articles des statuts n° :
10.1,10.2,10.3,10.4,10.5,10.6,10.10,10.15,10.16 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
43	0	0	43

<i>Votes exprimés</i>	43	<i>Taux d'abstention</i>	0,0%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / Votants</i>	100,0%

ADOPTÉ

Sur les articles 12 et suivants :

Proposition de modification sur article 12.11 : remplacer la numérotation de l'article 12.11 par 12.1.1.

Travail sur la parité à faire.

Révision des statuts du Réseau "Sortir du nucléaire"

Êtes-vous pour ou contre la révision des articles des statuts n° : 12.1,
12.11,12.4,12.5,12.6, 14, 15, 16 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
41	0	2	43

<i>Votes exprimés</i>	41	<i>Taux d'abstention</i>	4,7%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / Votants</i>	95,3%

ADOPTÉ

Clôture de l'Assemblée générale extraordinaire

Pause

Ouverture de l'Assemblée générale ordinaire

Proposition de Jean-Marie Matagne concernant la présence sur une courte partie de l'AG d'un député socialiste, Sébastien Denaja : il peut rester écouter mais ne prend pas la parole.

- **Modifications du règlement intérieur**

Présentation des modifications proposées au vote par Alain Joffre, administrateur. Les modifications sont présentées article par article et le vote se fera par bloc d'articles correspondant aux parties du règlement intérieur.

Sur les articles de la partie 1 (articles 2.3, 5, 9 et 10) :

Explications spécifiques sur la modification de l'article 5 « Participation en soutien aux actions et projets des groupes ». Soutien qui n'est plus uniquement financier, mais aussi politique.

Propositions de modifications de l'article 5 :

- remplacer « sera validée » par « sera soumise à validation » ;
- supprimer « bref » avant « bilan financier ».

Explications spécifiques sur la modification de l'article 9 « Prévention et médiation des conflits ». Nouveau comité qui viendrait remplacer l'ancien comité de médiation, qui n'a pas toujours fonctionné.

Intervention sur la nécessité de recourir à un médiateur neutre pour la résolution des conflits. Le comité doit être une étape avant.

Propositions de modifications concernant le Comité Prévention des conflits :

- renuméroter les articles correctement (deux articles en 9.2) ;
- supprimer toute notion de médiation, de gestion et de résolution des conflits pour que le comité soit uniquement centré sur la prévention ;
- remplacer « désignés » par « validés » au nouvel article 9.3 ;
- remplacer « 2 membres volontaires de groupes » par « 3 membres volontaires de groupes » au nouvel article 9.3 ;
- ajouter « ou » entre « à l'issue de chaque Congrès » et « suite à leur démission éventuelle » au nouvel article 9.3 ;
- ajouter « ou au congrès » au nouvel article 9.7.

Demande d'uniformisation de la féminisation des termes pour l'ensemble du règlement intérieur.

Propositions de modifications du Règlement Intérieur

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur aux articles : 2.3,5,9, 10 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
44	0	0	44

<i>Votes exprimés</i>	44	<i>Taux d'abstention</i>	0,0%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / votants</i>	100,0%

ADOPTÉ

Sur les articles de la partie 2 (articles 11, 11.1, 11.2, 11.3, 11.5, 11.6, 12):

Discussion sur carton pour et contre.

Discussion sur art. 12.8. A réfléchir pour les années suivantes.

Introduction d'un bureau de congrès et suppression des motions et campagnes.

Question sur la notion de quorum.

Propositions de modifications du Règlement Intérieur

Êtes-vous pour ou contre les modifications et ajouts proposés du règlement intérieur aux articles : 11,11.1,11.2,11.3,11.5,11.6,12 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
43	0	2	45

<i>Votes exprimés</i>	43	<i>Taux d'abstention</i>	4,4%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / votants</i>	95,6%

ADOPTÉ

Sur les articles de la partie 3 (13.1.1, 13.8, 17, 30) :

Art 13.1.1 : Listes par plateforme.

Article 17 : Droit de parole aux suppléants régularisé.

Article 30 : Remboursements et abandons de frais.

Question sur le nombre de sièges : tiers des sièges

Proposition de modification de l'article 13.1.1 :

- remplacer « au moins égal au tiers » par « égal au tiers arrondi à l'entier supérieur ».

Proposition de modification de l'article 30 :

- supprimer « salariés » dans remboursement des frais (ligne 3).

Propositions de modifications du Règlement Intérieur

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur aux articles : 13.1.1,13.8,17,30 ? 13.1.1 : Modification par rapport au doc présenté -> "la liste de la plateforme majoritaire bénéficie automatiquement d'un nombre de sièges égal au tiers arrondi à l'entier supérieur des sièges à pourvoir, les autres sièges étant à répartir à la représentation proportionnelle au plus fort reste entre toutes les listes"

Pour	Contre	Abstention	Votants
35	1	7	43

<i>Votes exprimés</i>	36	<i>Taux d'abstention</i>	16,3%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	97,2%	<i>Pour / Votants</i>	81,4%

ADOPTÉ

Sur les articles de la partie 4 (article 33) :

Sur travail le dimanche des salariés.

Question sur position des salariés par rapport à la modification proposée au vote : les salariés ne s'y opposent pas.

Quid de la pertinence de préciser le respect de la convention collective.

Propositions de modifications du Règlement Intérieur

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur de l'article 33 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
35	0	8	43

<i>Votes exprimés</i>	35	<i>Taux d'abstention</i>	18,6%
<i>Pour / Votes exprimés</i>	100,0%	<i>Pour / Votants</i>	81,4%

ADOPTÉ

- Rapport moral et d'activités

Présentation du rapport moral par Philippe Lambersens.

Présentation du rapport d'activités par Laura Hameaux et Mélisande Seyzériat.

Suggestion de mise en place d'une newsletter à destination des élus pour les sensibiliser à la problématique.

Question sur les relations avec les groupes qui ont quitté le Réseau : on décide de mettre le paquet sur Bure parce qu'il s'agit d'une forme de lutte nouvelle dont le Réseau a besoin. Moyenne d'âge des militants assez élevée. Besoin de renouvellement. Après le congrès de l'année dernière, quelques groupes (très peu) qui ont formé Arrêt du Nucléaire. On les a regardés partir sereinement : la preuve en est la qualité de l'AG de cette année. Ils ont créé un réseau bis où toutes les tendances peuvent s'exprimer. Mais on est toujours amenés à travailler avec eux. Et le temps fera certainement bien les choses.

Soutien du Réseau à la CANO pour la manifestation de Flamanville.

Apport du Réseau sur rapprochement des groupes aux différentes sensibilités qui travaillent sur le nucléaire militaire.

Rôle du Réseau est de partir des dynamiques de terrain.

Rencontres d'été. Vraie réflexion sur le renouvellement de notre fédération.

SDN Bugey qui a décidé de quitter le Réseau. Le CA va les rencontrer. Quelque chose à systématiser en cas de départ.

12 députés qui ont lancé une initiative parlementaire sur la participation de la France au traité d'interdiction des armes nucléaires. 114 députés. Il reste 2 mois pour obtenir les 70 signatures qui manquent.

Vote du rapport moral et d'activités

Êtes-vous POUR ou CONTRE le rapport moral et d'activités 2016 présenté ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
45	0	0	45

Votes exprimés	45	Taux d'abstention	0,0%
Pour / Votes exprimés	100,0%	Pour / Votants	100,0%

ADOPTÉ

Intervention à propos du forum social mondial thématique nucléaire : pendant du forum de Davos. Réunion des organisations altermondialistes. Se veut international. Suite à deux forums sociaux anti-nucléaires, il a été proposé d'en faire un en France (un à Montréal, l'autre à Tokyo). Rechercher des moyens d'agir. Construire une lutte internationale. Lieu : Bourse du travail de Paris. 2 au 4 novembre 2017. Soit venir en tant qu'auditeur, soit venir pour faire une communication (priorité aux étrangers). Beaucoup de composantes dans l'organisation et beaucoup de débats mais qui devraient avoir lieu dans le forum et non dans son organisation.

- Libre expression des salariés

« À l'occasion de cette Assemblée Générale, nous, salariés du Réseau "Sortir du nucléaire", avons souhaité prendre la parole pour évoquer avec vous comment nous avons vécu l'année qui vient de s'écouler, notamment sur le plan de l'ambiance de travail et des ressources humaines.

Tout d'abord, nous tenons à souligner que nous avons pu vivre une nette amélioration des relations au sein de l'équipe CA-salariés, alors que 2015 avait été une année particulièrement difficile pour la majorité d'entre nous en raison de l'attitude de certains administrateurs. Incompréhensions, perte de dialogue, défiance et mesures vexatoires vis-à-vis de certains d'entre nous : la situation s'était dégradée au point que nous en soyons réduits à saisir l'inspection du travail !

Fort heureusement, depuis le congrès – qui a permis un renouvellement non négligeable du CA -, l'ambiance s'est grandement améliorée. Nous tenons à souligner l'effort important fourni par le CA pour que la bienveillance mutuelle redevienne la règle. La confiance a été restaurée entre les administrateurs et les salariés ; et même si de nombreux aspects du fonctionnement du Réseau restent à améliorer, les relations sont devenues beaucoup plus fluides. Nous sommes heureux que notre énergie puisse être pleinement investie dans la lutte antinucléaire, sans être minée par des tensions entre le CA et les salariés !

Toutefois, cette année n'a pas été de tout repos et nous avons aussi traversé des difficultés importantes en termes de ressources humaines avec le départ ou l'absence de nombreux collègues. Anne-Laure Méladeck, notre coordinatrice générale adjointe, qui effectuait un travail précieux pour la coordination quotidienne de l'équipe salariée, a quitté le Réseau en juillet et n'a pas été remplacée.

Nous avons également dû pallier à plusieurs absences prolongées de collègues pour des raisons diverses (grossesse, mais aussi arrêts maladie).

Enfin, nous avons eu la tristesse de voir un collègue, Xavier Rabilloud, notre responsable des publications, quitter le Réseau dans des conditions difficiles, à la suite des difficultés que nous avons connues en 2015.

Il nous a donc fallu nous réorganiser. Nous avons heureusement pu compter sur deux nouveaux collègues : Fabien Brosset, notre nouveau responsable de la gestion financière, qui est venu remplacer Baptiste Coll en juillet 2016, et qui a su s'adapter rapidement au contexte tendu concernant les ressources humaines. Par ailleurs, Laure Barthélémy a rejoint l'équipe fin août ; les recherches qu'elle a menées ont été d'une aide précieuse pour enquêter sur les nombreux dossiers que nous suivons, notamment l'affaire tentaculaire du Creusot, qui comprend de nombreuses ramifications.

Mais ces arrivées n'ont pas permis de faire face à toutes les absences. Plusieurs d'entre nous ont donc dû se répartir les tâches précédemment assurées par nos collègues. Jusqu'ici, nous avons pu mener tout cela à bien, continuer à assurer les campagnes, la publication de la revue, la rédaction des appels à don... mais au prix d'importants efforts.

La situation reste donc très délicate pour l'équipe salariée, dans un contexte où nous n'avons jamais eu autant à faire : début des travaux à Bure et accélération de la résistance, scandales en pagaille dans l'industrie nucléaire, nombreux problèmes de sûreté sur les centrales en fin de vie, sans oublier le surcroît d'activité lié au contexte électoral !

Malgré les difficultés rencontrées, nous restons motivés et heureux de travailler pour un monde sans nucléaire : notre combat à tous. Nous avons à coeur de faire vivre au quotidien la vie fédérative du Réseau, avec les différentes parties prenantes de notre association dans un dialogue constructif et permanent. Nous comptons sur votre compréhension et sommes disponibles, maintenant, et tout au long de l'année, pour échanger avec vous, si vous souhaitez en savoir plus sur notre travail au quotidien, et notre vision de l'évolution de la fédération.

Et maintenant, à vous la parole ! »

- Rapport de gestion des ressources humaines et financières

Présentation du rapport par Fabien Brosset et Philippe Guiter, en présence du commissaire aux comptes et de l'expert comptable.

Demande de précision sur la résolution n° 3 : 156 000 euros de ressources. Faire remonter dans fonds associatifs sans droit de reprise.

Indemnités à Stéphane Lhomme : sur l'exercice de 2016.

Graphique 4 : quelle est la part des salaires ? Les salaires sont compris dans le reste, mais ces éléments sont mis en exergue à d'autres endroits du rapport.

Projet de relogement à Lyon : projet éthique = prix trop élevé donc on est toujours en prospective.

Important de faire ressortir la part des salaires : que répondre à ceux qui critiquent la part trop importante des salaires ? La force humaine est la première force du Réseau. 60%.

Rapport financier

Résolutions n°1 à 7

Etes vous pour ou contre les résolutions 1 à 7 du Rapport financier ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
41	0	3	44

Votes exprimés	41	Taux d'abstention	6,8%
Pour / Votes exprimés	100,0%	Pour / Votants	93,2%

ADOPTÉ

- Présentation des candidat-e-s au CA

Présentation de la candidate titulaire Brigitte Alban (Rhône-Alpes sans Nucléaire) :

Nombre de membres dans le groupe : une dizaine de personnes actives et une cinquantaine de sympathisants.

« Actuellement, je travaille comme comptable chez 2 employeurs sur Lyon, dont un est en SCOP. J'ai commencé à m'impliquer dans l'action citoyenne d'abord à travers une librairie libertaire puis tout au long de la scolarité de mes 2 enfants au sein de la FCPE.

Cette approche m'a amenée naturellement à l'écologie citoyenne puis politique. C'est ainsi que je me suis impliquée dans la vie politique chez les écologistes sans jamais briguer de mandat afin que l'écologie politique soit mieux connue et reconnue. La lutte contre le nucléaire faisait partie intégrante de ces actions. Ainsi, depuis une quinzaine d'année, j'ai mené des actions avec Rhône-Alpes Sans Nucléaire sur Lyon, et le Réseau lors de précédentes campagnes présidentielles, j'étais présente lors de chaîne humaine, ou lors des tristes anniversaires de Tchernobyl et Fukushima.

Je suis aussi adhérente de Greenpeace. J'ai mis entre parenthèse pendant 2/3 ans ma vie militante et je souhaite me réinvestir dans l'action citoyenne. La lutte antinucléaire est pour moi au cœur de mes convictions écologiques et je souhaite contribuer à apporter ma pierre à l'édifice et à conforter le Réseau. J'ai l'habitude du travail en collectif que ce soit à travers ma vie professionnelle ou militante. Le nucléaire en France, de par le vieillissement des centrales, ou l'EPR, nous montre tous les jours son coût exorbitant et ses dangers. Les accidents de Tchernobyl et Fukushima, ont fait réagir, certes pas assez, mais nous confortent dans notre positionnement de stopper cette énergie et de développer les renouvelables.

Je ne suis pas une experte de l'énergie, ni du fonctionnement d'une centrale nucléaire, je souhaite contribuer à l'organisation générale du réseau, ses ressources humaines, sa communication et son lien avec les différents groupes qui le constituent. Ce qui m'intéresse c'est de renforcer les groupes locaux, développer cette dynamique avec des équipes de bénévoles et de salariés et dans le respect de chacun. C'est tous ensemble que nous ferons grandir le Réseau et gagnerons cette bataille de la sortie du nucléaire.

Pour toutes ces raisons je vous présente ma candidature au Conseil d'Administration sur un poste de titulaire. »

Présentation du candidat suppléant Éric Cazin (Silence) :

Nombre de membres dans le groupe : 30 adhérent-e-s

« Je représente la revue SILENCE, dont je fais partie depuis plusieurs années. La vie associative et politique m'a toujours intéressé. J'ai ainsi participé à la création d'une librairie libertaire sur Lyon et à l'animation de la FCPE sur mon arrondissement et sur la ville. Après une parenthèse dans mon action associative lorsque j'étais élu EELV sur le 4e arrondissement de Lyon, j'ai repris mon investissement associatif en 2014 en participant à la création d'un comité de défense du service public L'écologie m'a toujours intéressé. Ma première manifestation a été Malville, mais participé depuis à de nombreuses actions pour défendre ces idées. Je fais actuellement partie du bureau de l'association qui gère le local de Lyon qu'occupent, entre autres, le Réseau, Silence, Rhône Alpes sans nucléaire. L'écologie et le nucléaire semblent aujourd'hui sortir du débat politique et citoyen, malgré l'urgence de la transition écologique, essentielle pour notre avenir. Aussi, je veux m'investir plus encore dans la vie du réseau pour ce combat. C'est la raison pour laquelle je suis candidat comme suppléant de Brigitte qui se présente en tant que titulaire pour Rhône Alpes Sans Nucléaire. »

Présentation du candidat titulaire Jean-Marie Matagne (Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)) :

Nombre de membres dans le groupe : 60

Jean-Marie Matagne, président d'ACDN, membre du Conseil mondial d'Abolition 2000. Né à Paris en 1944. Demeurant à Saintes (17100). Retraité de l'Education Nationale, ex-prof de philo. Etudes de philo et de psycho à Paris, Nanterre et Strasbourg. Participe en 1971 à la marche contre l'ouverture du chantier de Fessenheim. Se consacre depuis janvier 1986 au désarmement nucléaire : thèse de doctorat (1986-1991), fonde ACDN en 1996, candidat à l'élection présidentielle de 2002 pour la sortie du nucléaire civil et militaire, demande au Conseil constitutionnel d'invalider les candidatures de Chirac et Jospin, et celles de Sarkozy et Hollande en 2012, pour préparation de crimes contre l'humanité, non-respect des traités internationaux, non-respect de la Constitution. Grève de la faim de 42 jours (mai-juin 2012). Depuis mars 2016, campagne pour un référendum d'initiative partagée sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires (110 parlementaires signataires en janvier 2017).

Présentation du candidat suppléant François Michiels (Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)) :

Nombre de membres dans le groupe : 60

Né en 1955 à Harnes (Pas-de-Calais). Demeurant à St Genis les Ollières (69290) Administrateur de « Côtés Jardins », vice-président de « Chante-Ruisseau », adhérent à Enercoop depuis sa création, adhérent et donateur du réseau « Sortir du nucléaire ». Aujourd'hui retraité, était conseil en gestion de patrimoine. Père de trois enfants, sensibilisé aux questions environnementales, humaines et sociales, au bien-vivre ensemble, aux liens entre les hommes et la nature. Il a participé aux actions du réseau (dont la chaîne humaine et récemment la manifestation devant la mairie de sa commune).

Déclaration commune : Dans le contexte national et international actuel très difficile pour notre lutte antinucléaire, nous voulons contribuer à faire du réseau SDN un acteur efficace de cette lutte.

Nous souhaitons suivre plus particulièrement au sein du CA les questions relatives à l'abolition des armes nucléaires et à la connexion des luttes contre le nucléaire militaire et le nucléaire civil, condition indispensable selon nous pour obtenir des victoires sur les deux terrains. François habitant à côté de Lyon pourra s'impliquer davantage dans le suivi des tâches pratiques.

Connaissant plusieurs langues étrangères dont l'anglais et l'allemand, Jean-Marie pourra s'impliquer davantage dans le suivi de l'actualité et des actions à l'international.

Présentation du candidat titulaire Jacques Terracher (ACEVE : Association pour la Cohérence Environnementale en Vienne) :

Nombre de membres dans le groupe : 60

« Je suis membre de la CLI de Civaux. Ancien technicien, je suis plus à l'aise dans les problèmes d'électromécanique, mais je me suis aussi penché sur les questions de PPI, de plan ORSEC-iode et plan national de réponse à un accident nucléaire majeur. Le Réseau pourrait avoir un rôle à jouer pour faire évoluer la transparence et traiter les nombreux problèmes génériques qu'EDF tente d'isoler dans chaque CLI. J'aimerais participer à ce progrès. La mise en place des bassins régionaux doit être encouragée pour donner de l'efficacité aux actions locales.

Présentation de la candidate suppléante Catherine Fumé (Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) :

Nombre de membres dans le groupe : 46

« Dans ma 60 ème année! psychologue scolaire retraitée.

Militante dans le domaine des questions environnementales depuis longtemps, à travers plusieurs associations à la fois dans le champ de l'agriculture/alimentation et de l'énergie.

Adhérente de SDN Berry Giennois Puisaye depuis sa création (2013) et administratrice depuis 2014.

Fortement impliquée dans mon groupe local et dans le groupe régional "SDN Loire et Vienne" qui a vu le jour en 2016.

Administratrice suppléante du Réseau en 2015

Pour une convergence des luttes de l'ensemble des mouvements antinucléaires afin de faire aboutir l'abandon effectif de cette source d'énergie mortifère. »

- **Document d'orientation stratégique**

Présentation du document.

- **Stratégie interne : Dynamique et vie démocratique de la fédération**

Présentation des ateliers proposés puis discussion en ateliers.

- Atelier 1 : « Fonctionnement de la Fédération, forces et faiblesses et conduite du changement »

L'atelier « Fonctionnement de la Fédération, forces et faiblesses et conduite du changement » veut faire un diagnostic des atouts et des défauts de l'organisation de la Fédération. L'objectif de la séance est d'identifier et d'isoler les forces et les faiblesses du Réseau pour proposer des idées pour améliorer les choses qui ne vont pas. Les modalités du jeu interactif proposé par les animateurs sont les suivantes : les participants inscrivent sur des post-it les forces et les faiblesses du Réseau (bleu pour les faiblesses / jaune pour les forces). Une fois fixés sur le tableau, les post-it sont regroupés par thèmes et mis en évidence. Les forces et les faiblesses qui se recoupent sont isolées et conservées. Le but de l'exercice est de dégager les grandes lignes en matière de forces et de faiblesses.

Voici les forces et les faiblesses inscrites sur les post-it par les participants :

Forces :

- existence pérenne, fédéralisme, présent sur tout le territoire, convergence des luttes, collectif, implanté sur les territoires, adversaire commun
- compétences techniques, efficacité des salariés, pluralité des membres
- moyens financiers, ressources humaines, donateurs solides, indépendance financière, administrateurs et ressources humaines dans les groupes
- image de marque reconnue, bonne visibilité médiatique, base docu sur le web, com', porte-parolat, image de marque, prestige
- action juridique, expertise, force juridique
- réactivité des groupes, proximité de terrain via associations locales

Faiblesses :

- bureaucratie, lourdeur de l'appareil, des processus de décisions
- organisation : difficulté à se rassembler sur un événement, manque de rigueur dans l'orga des débats, faiblesse de l'animation de la fédération, difficulté de se retrouver entre militants, bcp de terrains de lutte démultiplié sur le territoire.
- Manque de communication entre les groupes locaux et certains militants isolés
- régions : victoire concrète, régionalisation parfois désunie
- manque d'ouverture vers un réseau citoyen
- réactivité à l'actu
- com' : divergences sur les manières de sortie, manque de lobbying à l'Assemblée Nationale, la com' du Réseau vers les groupe doit être améliorée, manque de reconnaissance des militants individuels, manque d'impact et d'écho des campagnes, arguments parfois trop hermétiques, présence médiatique trop faible, manque de support pédagogique
- stratégie : manque d'action coup de poing,
- problème de l'âge des militant, manque de jeune, manque de femmes

Après avoir recensé les forces et les faiblesses, on a dressé et synthétisé une liste de propositions prioritaires :

La stratégie :

- nouveau type d'action : lobbying dans le champ politique (= entrer dans un groupe d'intérêt de l'Assemblée Nationale)

La base militante :

- renforcer le réseau citoyen : impliquer davantage les citoyens en dépassant le clivage adhérent non adhérent, militant non militant, donateur non donateur afin d'élargir le réseau citoyen (basé sur « qui signe fait partie du réseau », sans adhérer forcément),
Ouverture, campagnes d'adhésion, renforcer la fédération, articulation entre groupes locaux et fédéralisme.

La com' :

- elle doit être plus grand public, moins hermétique, plus vulgarisée, s'adresser au jeune en leur faisant prendre part à la com', communiquer sur les actions locales au niveau national ; faire des actions médiatiques avec des images fortes pour sortir le local et le transcender au niveau nationale via les médias.

- Atelier 2 : « Les 20 ans du Réseau, les rencontres d'été 2017 et les rencontres internationales »

C'est l'occasion de faire un bilan pour mieux rebondir. Evènement interne au Réseau. Jouer sur le chiffre 20 : jeunes de 20 ans, « 20 ans, vient t'en », créer des évènements sur 20 sites nucléaires... Plusieurs idées. Rencontres d'été : pas pour cette année car trop d'évènements, sauf si des groupes assurent complètement la logistique et prennent tout en charge. Moment de ressourcement. Occasion de se rencontrer dans un autre temps que dans les actions. Historique du Réseau pas très connu. Rencontres d'été à l'international.

- Atelier 3 : « Financement de la Fédération et de la lutte antinucléaire »

Le but de cet atelier était de lancer une réflexion sur de nouvelles pistes de financement pour le Réseau. Cette réflexion a été précédée par un temps de discussion sur des questions assez récurrentes sur le mode actuel de financement et la répartition des dons. La méthode des post-its priorisés a été utilisée pour identifier différentes pistes de financement à explorer (Cf partie « propositions et suggestions »)

De manière générale, un appel est lancé à la constitution d'un groupe de travail pour étudier de nouvelles pistes de financement.

La part des adhésions des groupes dans le budget de la fédération apparaît mal connue. Il est rappelé qu'elle ne représente qu'environ 5% des revenus, l'immense majorité du financement provenant des dons des sympathisants.

Pistes recensées pour le financement de la fédération :

- Se donner les moyens de collecter les dons et legs (par exemple, récupérer un appartement pour permettre au Réseau de ne plus payer de loyer à Lyon ?)
=> NB : *il existe déjà un fonds de dotation ; reste maintenant à le faire connaître mieux.*
- Solliciter des fondations, en particuliers des fondations étrangères (allemandes par exemple). Une vigilance doit être portée sur l'éthique de ces structures.
- Solliciter le mécénat d'entreprises proches de nos valeurs.
=> *Par le passé, des subventions ont été versées par le biais du 1% pour la Planète par Patagonia et Léa Nature.*
=> *Solliciter Jean Hervé, les Biocoops, étudier la possibilité d'un arrondi sur facture avec Enercoop.*
- En termes de communication :
 - augmenter la visibilité du Réseau => plus de présence dans les médias, investir plus massivement les réseaux sociaux, essayer de toucher un public plus jeune...
 - augmenter la lisibilité de notre emploi des dons, en donnant des images pour permettre de visualiser concrètement à quoi serviront les sommes versées.
- Augmenter le recours au crowdfunding
- Autofinancement : augmenter les cotisations des membres et inciter l'ensemble des groupes signataires de la Charte à adhérer pour manifester concrètement leur soutien.
- Autres :
 - Etudier les possibilités de recours à l'épargne salariale

Aide au financement des groupes :

- étudier la possibilité que le Réseau propose une plate-forme de crowdfunding pour les groupes

- autant que possible, permettre aux sympathisants d'une région d'entrer en contact avec les groupes près de chez eux pour aider à les financer.

A été abordé le débat sur la « redistribution » aux groupes des dons perçus par le Réseau. Plusieurs participants aimeraient avoir l'assurance qu'une part de leur cotisation sera reversée au niveau local. Toutefois, la lutte antinucléaire étant menée au niveau national contre une industrie centralisée et sur quelques terrains de lutte spécifiques, il apparaît légitime à la majorité des participants que l'ensemble des ressources ne soient pas dispatchées à l'ensemble des groupes locaux, mais concentrées pour mener des actions d'ampleur nationale et/ou soutenir massivement quelques « points chauds » stratégiques (la lutte à Bure par exemple).

Il est rappelé aussi que les subventions versées aux groupes augmentent chaque année, sans compter les aides non financières (temps de travail salarié pour aider à la mobilisation, par exemple). Par ailleurs, le Réseau peut difficilement effectuer une redistribution systématique de ses dons, n'ayant pas d'avance sur trésorerie.

Pour autant, il est important que le Réseau puisse permettre à ses sympathisants d'avoir connaissance des associations actives dans leur région afin éventuellement de les soutenir financièrement. Au vu des préconisations de la CNIL, il est compliqué de transférer des coordonnées de donateurs à une association locale, mais on peut faire une information régulière sur les activités des groupes locaux et encourager les sympathisants à les rejoindre. C'est d'ailleurs ce qui est régulièrement fait. Beaucoup rappellent par ailleurs que c'est en agissant et en existant qu'un groupe peut récolter des dons.

Par ailleurs, si le besoin de planification est considéré comme légitime, il est rappelé que la Fédération doit pouvoir garder une certaine flexibilité pour réagir en cas de grosse actualité ou si une lutte prend soudain une ampleur importante.

- **Stratégie externe : Orientation stratégique de la fédération**

Présentation des ateliers proposés puis discussion en ateliers.

- Atelier 1 : « Non au pseudo "nouveau nucléaire", en France comme à l'international (EPR, ITER, ASTRID...) »

Brochures à remettre aux goûts du jour et solliciter les médias. Démontez leur propagande. On ne sait pas faire. Projets encore plus fous. Démontez ces paris fous. Pour la remise en route de la communication : s'associer à des scientifiques contestataires. Musique, théâtre. Finances : explosion des devis pour ITER comme sur l'EPR. Ça prend la place du développement des énergies renouvelables. Espoir de la faillite de la filière nucléaire. Pour ternir l'image, dégommez EDF auprès de ses abonnés. Astrophysicien Hubert Rives. Démontez la propagande d'EDF. Courtes vidéos grand public pour faire passer notre message.

- Atelier 2 : « Non au rafistolage des réacteurs de plus de 30 ans »

Stop au rafistolage des vieilles centrales (et pas que !)

Les travaux de grand carénage sont mis en route afin de pouvoir prolonger le fonctionnement des centrales de 40 à 60 ans

Comment empêcher EDF d'y procéder ou lui mettre des bâtons dans les roues ?

L'animateur, après avoir présenté la problématique, suggère à chaque participant de l'atelier de noter sur des post-it ses propositions réparties en 5 axes : Communication grand public et médias, Surveillance et expertise, actions juridiques, actions et mobilisations, lobbying et interpellation.

Chaque suggestion est ensuite reprise, explicitée et éventuellement reclassée dans une autre catégorie.

Différence entre sûreté et sécurité en matière de nucléaire ?

Sûreté = interne à la centrale, sécurité = concerne les individus et les événements extérieurs – L'ASN gère uniquement les questions de sûreté

Comment accéder aux informations, parfois très difficiles à obtenir et noyées exprès par EDF dans un flux de communication ?

Travail de veille et de diffusion d'informations fait par le Réseau, mais aussi par les locaux (notamment via la SCIN). Continuer et amplifier les échanges sur la liste, partager les questionnements et les savoirs, diffuser largement les newsletters.

En terme de communication

Les thèmes à cibler : dénoncer les coûts / les différences entre questions de sécurité et sûreté (action terroriste ne relève pas de l'ASN)/ arrêt d'urgence avant la catastrophe/ alerter la presse à chaque arrêt / information systématique des médias sur tous les incidents

Les moyens à privilégier : investir les réseaux sociaux / maquette de centrale rafistolée / mise en scène à chaque accident pour attirer la presse / créer l'image d'un nucléaire démodé

En termes d'enquête, veille, recherches

surveillance technique interne (ex des éprouvettes de contrôle : combien avant/maintenant) /

Surveillance externe et indépendante : contrôle des niveaux de radioactivité et réseau de radiomètres sur tout le territoire/

montrer l'augmentation des pannes par un *tableau récapitulatif du nombre de jours d'arrêts par réacteur dans l'année* /

veille arrêts, incidents et communication : besoin de coordination entre travail salariés et locaux

En termes d'actions juridiques

exigence de clarté et d'accessibilité de l'info : exiger qu'EDF rende accessible sur son site les arrêts
exiger que 40 ans ne soit pas 4^{ème} VD (date à date)

exiger du ministère calendriers des fermetures et PPE

exiger que l'ASN fasse elle-même les contrôles (pas l'exploitant)

exiger des mesures auprès de l'ASN (ex : point de ductilité des aciers et des GV –

poursuivre ASN quand manquements à son rôle / ne pas faire une confiance aveugle à l'ASN

mieux faire connaître nos victoires juridiques / *Faire une carte avec le nombre de condamnations de l'exploitant par installation*

En termes de mobilisations

Canulars, simulation d'accidents, mises en scène / marmitage pour imager le rafistolage / occupation des ponts

En termes de lobbying, pressions, interpellations :

Rester en de bons termes avec l'ASN, demander des rencontres en direct (attente probable de l'ASN d'avoir notre soutien, moment propice pour l'attirer de notre côté), rencontrer PF Chevet (demander RDV)

Interpeller les candidats aux présidentielles

Au plan local :

Présence dans les Cli : avoir un même discours coordonné et installer présence à long terme, même discours sur 40 ans

Cibler les élus : info par mail régulier comme le fait la SFEN / lors de chaque arrêt interpeler le député local et l'opinion publique

Question des emplois locaux que créeraient les énergies alternatives (interpeller les élus et communiquer au grand public)

Exiger de véritables exercices de simulation d'accident nucléaire

- Atelier 3 : « Déchets nucléaires : soutenir et amplifier la lutte contre le projet CIGEO à Bure »

Tour de table.

Point sur l'ambiance à Bure :

- mobilisation assez forte fin 90 - début 2000 ;
- moins de présence – Laboratoire Andra
- 2013 : renouveau de la mobilisation – blocage du débat public.
- depuis 2015, plus de jeunes très présents sur le terrain et qui vivent sur place et d'associations à la Maison de Bure + les participants historiques.

Bois Lejuc :

- recours juridique des habitants en 2015 (médiatisation, action légale, peu de risques) ;
 - 2016 : l'Andra rase la forêt => nouveau public avec actions de terrain, occupation de la forêt, barricades.
- ⇒ convergence des modes d'actions + enrichissement mutuel.

Panel de modes d'actions : - environnementalistes

- scientifiques (géothermie, sols ...)

Ont essayé d'intégrer la réversibilité dans la loi Macron.

Plus facile de sensibiliser sur une lutte proche

Bure : problème des déchets – héritage

Priorité nationale : justifie la poursuite du nucléaire ; bloquer CIGEO = bloquer la poursuite du nucléaire.

Potentiel comme Notre-Dame-des-Landes pour redynamiser la lutte anti-nucléaire. La victoire est possible. Symbole. Blocage concret possible.

Décalage entre la réalité et l'appropriation qui peut en être faite.

Autres organisations : FNE, Amis de la Terre, Greenpeace (peu concernée) => priorité nationale

A Bure, pas la mémoire de Creys-Malville.

Comment faire pour que les gens se sentent concernés ?

Renouveau des modes de lutte.

Communiquer sur le cadeau empoisonné laissé aux générations futures.

Bure = site stratégique.

Bure peut aider à redynamiser la lutte anti-nucléaire.

Enjeux : appropriation par les groupes anti-nucléaires, associations et organisations nationales.

Empêcher Bure, c'est empêcher la poursuite du nucléaire.

Faire de Bure un symbole de la lutte anti-nucléaire.

CIGEO = porte de sortie du nucléaire.

Parallèle avec NDDL => redynamisation de la lutte.

Malvési : déjà installée depuis longtemps. Nouveau projet dans le coin genre incinérateur.

Internationalisation.

Interpellation et lobbying. Ne pas faire comme nos ennemis.

Enquête : besoin de compétences scientifiques, techniques, juridiques

Communication et information grand public : Recontextualiser tout le temps. Produire et diffuser un film militant sur Bure. S'attaquer à la page Wikipedia sur CIGEO.

Mobilisations/actions : Organisation de bus pour Bure. Célébrer les 20 ans du Réseau à Bure. Création de groupes de soutien (infos, récoltes, matériels).

Juridique : multiplier les recours contre l'Andra partout en France.

Exemple de Bure : laisse la place à chacun, pas de désolidarisation. Diversité des pratiques et intergénérationnel.

Lieu international, liens très forts entre actions et juridique. Faire l'intermédiaire entre les différents groupes que

- Atelier 4 : « Stop aux armes nucléaires »

Les échanges étaient très apaisés et constructifs.

Les associations représentées étaient les suivantes : Na-hague, MAN, ACDN, Abolition de armes - Maison de vigilance, SDN Berry-Giennois-Puisaye (qui travaille régulièrement avec le Mouvement de la Paix), le Réseau SDN.

Nous avons acté ensemble différentes choses :

- Le Réseau regroupe des associations qui ont des stratégies et des sensibilités différentes sur la thématique de l'abolition des armes atomiques : ces stratégies ne sont pas antinomiques mais complémentaires. On est tous d'accord pour éliminer toutes les armes nucléaires partout dans le monde, on est d'accord que la France doit désarmer, on est d'accord pour faire avancer le débat, et pour y arriver, nous avons besoin que la population refusent ces armes.

- Le Réseau se doit d'être le porte-voix de chacune de ces stratégies tout en œuvrant à avoir une communication qui soit audible du grand public

Sur la stratégie et la communication :

- Intérêt à rappeler et expliquer les liens entre civil et militaire : l'un ne va pas sans l'autre, il faut allier les forces, si l'un chute, l'autre chutera à son tour

- Une actualité dense grâce aux travaux au sein de l'ONU pour un traité d'interdiction : comment coordonner nos actions et notre communication là dessus?

Proposition d'actions :

- Que tous les groupes participent à la dynamique d'actions contre le nucléaire militaire qui a lieu tous les ans entre les 6 et 9 août

- Que chacun œuvre pour la réussite du référendum car il reste peu de temps (un message est parti à l'instant sur la liste sdn_mobilisations)

Relation avec ICAN :

- Toutes les associations font partie d'ICAN, y compris le Réseau, mais ICAN a refusé de participer à plusieurs actions : constat d'un blocage. Volonté d'en discuter lors d'une réunion téléphonique.

Comment travailler ensemble?

- Volonté du groupe de réinvestir le comité nucléaire militaire du Réseau, et d'avoir plus d'espace de discussion.

- Atelier 5 : « Quelle promotion des alternatives énergétiques (maîtrise de l'énergie, économies d'énergie et énergies renouvelables) par le Réseau ? »

Comment aller plus loin que notre combat contre le nucléaire ? Comment apporter des informations positives aux générations futures et lutter contre le fatalisme ?

Comment créer un chantier dans le Réseau sur les alternatives énergétiques ?

Créer des événements « Laboratoires », communiquer.

Faire connaître les initiatives des groupes locaux et d'associations comme Virage Energie et négaWatt.

Faire monter les compétences des adhérents de nos associations.

Etablir des partenariats avec les écoles et les universités, avec les communes, les syndicats, les artisans, avec les associations de la transition énergétique...

Ne pas opposer maîtrise d'énergie et énergie renouvelable, mais au contraire, toujours redire que la double démarche est indispensable.

Attention au développement de projets « industriels » ; favoriser les projets citoyens participatifs, émanant des territoires, avec des méthodes démocratiques.

Développer des projets de sobriété et d'autonomie énergétique, mais ne pas oublier qu'il est indispensable de mutualiser l'accès à l'énergie.

Au-delà ou en parallèle de nos luttes anti-nucléaires, faire passer l'idée/le message d'un autre monde possible, y compris dans le domaine des énergies. Faire connaître les alternatives. Il nous faut participer aux nombreuses initiatives et projets existants, notamment sur le plan local et territorial (associations, écoles, communes...).

- Votes à bulletins secrets pour l'élection du CA

Présentation des règles de votes, déroulement du scrutin puis dépouillement.

Élection des nouveaux membres du CA à bulletin secret

Nombre de votes exprimés	44
Nombre de bulletins nuls	0
Nombre de bulletins blancs	2

Binômes	Nombre de voix	% du nombre de votants	Élection au CA
Brigitte Alban - Éric Cazin	38	82,6	ÉLUS AU CA
Jean Marie Matagne - François Michiels	23	50	ÉLUS AU CA
Jacques Terracher - Catherine Fumé	44	95,7	ÉLUS AU CA

DIMANCHE 12 FEVRIER 2017

- **Stratégie interne : Suite des discussions sur la dynamique et la vie démocratique de la fédération**

Présentation par chaque rapporteur des discussions et des propositions des ateliers du samedi et suite des échanges en assemblée plénière.

- Atelier 1 : « Fonctionnement de la Fédération, forces et faiblesses et conduite du changement »

Après avoir recensé les forces et les faiblesses, on a dressé et synthétisé une liste de propositions prioritaires :

La stratégie :

- nouveau type d'action : lobbying dans le champ politique (= entrer dans un groupe d'intérêt de l'Assemblée Nationale)

La base militante :

- renforcer le réseau citoyen : impliquer davantage les citoyens en dépassant le clivage adhérent non adhérent, militant non militant, donateur non donateur afin d'élargir le réseau citoyen (basé sur « qui signe fait partie du réseau », sans adhérer forcément), Ouverture, campagnes d'adhésion, renforcer la fédération, articulation entre groupes locaux et fédéralisme.

La com' :

- elle doit être plus grand public, moins hermétique, plus vulgarisée, s'adresser au jeune en leur faisant prendre par à la com', communiquer sur les actions locales au niveau national ; faire des actions médiatiques avec des images fortes pour sortir le local et le transcender au niveau nationale via les médias.

Intervention sur les groupes d'intérêts à l'Assemblée Nationale.

Echanges.

- Atelier 2 : « Les 20 ans du Réseau, les rencontres d'été 2017 et les rencontres internationales »

C'est l'occasion de faire un bilan pour mieux rebondir. Evènement interne au Réseau. Jouer sur le chiffre 20 : jeunes de 20 ans, « 20 ans, vient t'en », créer des évènements sur 20 sites nucléaires... Plusieurs idées. Rencontres d'été : pas pour cette année car trop d'évènements, sauf si des groupes assurent complètement la logistique et prennent tout en charge. Moment de ressourcement. Occasion de se rencontrer dans un autre temps que dans les actions. Historique du Réseau pas très connu. Rencontres d'été à l'international.

- Atelier 3 : « Financement de la Fédération et de la lutte antinucléaire »

Part des groupes faibles. Sur les 900 groupes signataires de la charte, tous ne cotisent pas. Question sur la répartition des dons aux associations locales et sur un reversement systématique aux associations locales. Enjeu national : nécessaire de garder une force de frappe nationale et capable de se mettre sur un gros coup quand il y a de gros enjeux comme sur Bure. Comment peut-on faire connaître aux sympathisants d'une région l'existence d'une association locale : relayer les actions

sur les listes départementales ; prise en compte des restrictions de la CNIL = pas le droit de transmettre un fichier avec données personnelles. Brainstorming sur financement : mettre plus en avant la possibilité de faire des legs. Fonds de dotation qui existe mais il faut qu'on communique plus dessus. Recours aux fondations notamment fondations étrangères qui se sont positionnées sur la lutte anti-nucléaire. Quid de l'augmentation des cotisations. Crowdfunding. Est-ce que le Rézo pourrait être cette plateforme ? Moteur de recherche Lilo qui reverse pour chaque clic. Question de la visibilité : plus de visibilité dans les médias permettrait de faire mieux connaître le Réseau. Que ce à quoi servent les dons soit mis en avant : tant de don permet de financer tant d'actions juridiques. Partenariat avec Enercoop pour que arrondi soit reversé. Epargne salariale. Priorité à la communication extérieure. L'année prochaine : on va véritablement travailler sur la stratégie levée de fonds. Partenariat avec la Nef. Cotisation des groupes : part faible du budget donc pas la priorité. Lush. Création d'un groupe de réflexion sur la levée de fonds.

Question sur l'abonnement à la revue pour les groupes.

- **Stratégie externe : Orientation stratégique de la fédération**

Présentation par chaque rapporteur des discussions et des propositions des ateliers du samedi et suite des échanges en assemblée plénière.

- Atelier 1 : « Non au pseudo "nouveau nucléaire", en France comme à l'international (EPR, ITER, ASTRID...) »

Brochures à remettre aux goûts du jour et solliciter les médias. Démontez leur propagande. On ne sait pas faire. Projets encore plus fous. Démontez ces paris fous. Pour la remise en route de la com : s'associer à des scientifiques contestataires. Musique, théâtre. Finances : explosion des devis pour ITER comme sur l'EPR. Ça prend la place du développement des énergies renouvelables. Espoir de la faillite de la filière nucléaire. Pour ternir l'image, dégommez EDF auprès de ses abonnés. Astrophysicien Hubert Rives. Démontez la propagande d'EDF. Courtes vidéos grand public pour faire passer notre message.

- Atelier 2 : « Non au rafistolage des réacteurs de plus de 30 ans »

Sur l'axe com : - le contenu. Dénoncer les coûts. Informer le public sur chaque arrêté, et chaque incident/accident. Investir les réseaux sociaux. Maquette de centrale rafistolée. Susciter l'image d'un nucléaire démodé. Travail dans les CLI : intérêt à mutualiser nos interventions. Objectif est que les anti-nucléaires aient la parole avec un discours coordonné. Travailler à une bonne coordination entre le travail salarié et les citoyens. Contrôle des niveaux de radioactivité. Harmoniser plus entre le travail des groupes et le suivi fait par les salariés. Arrêts et pannes : transparence. Faire en sorte de faire un tableau sur le site du Réseau avec un historique. Faire en sorte d'empêcher le rafistolage et les visites décennales. S'appuyer sur l'ASN. On commence à avoir à notre actif quelques victoires. Cartes avec le nombre de condamnations de l'exploitant. Dénoncer les fausses pub : continuer. Le Réseau devrait demander à rencontrer l'ASN. Cibler les élus par des infos par mail. Exiger des pouvoirs publics de véritables exercices. Exiger du Ministère un calendrier de fermeture des centrales. Interpeler les élus locaux à chaque fois qu'il y a un arrêt non programmé ou un incident.

Audition de PF Chevet 22/02/17 et celui de l'IRSN. Commission Développement durable : pas publique, mais envisager une intervention en amont.

Image forte du nucléaire comme dépassé.

Pleine page dans le Monde ou Libération.

Pb du terrorisme : argument qui peut porter. Drones.

Dernier numéro de la CRIIRAD : veulent préparer les gens à vivre dans les zones contaminées. Augmentation des normes : seuil de 100 mSv avant déplacement des populations.

- Atelier 3 : « Déchets nucléaires : soutenir et amplifier la lutte contre le projet CIGEO à Bure »

Point rapide sur la situation, l'ambiance, au sein de la lutte sur le terrain. Comment des personnes avec différentes pratiques ont finalement réussi à travailler ensemble. Si des groupes s'intéressent à ce qui se passe à Bure, on peut donner des outils. Des fois, on reçoit des communications sur Bure mais on ne sait plus de quoi il s'agit. Besoin de re-contextualisation quand on communique sur nos actions. Rappeler que Bure est un site stratégique. Bloquer l'enfouissement des déchets radioactifs, c'est bloquer la filière nucléaire. Site stratégique de la filière nucléaire. On essaie de travailler à plusieurs associations. Certaines avec lesquelles on travaille bien, pas d'autres. Mais ne pas se désolidariser des autres modes d'action. Ne pas se tromper d'ennemi. Bure pourrait aider à redynamiser la lutte anti-nucléaire. Faire de Bure un symbole de la lutte anti-nucléaire. Film militant sur le ton de l'humour. Idée de s'attaquer à la page wikipedia de Cigéo. Bus pour Bure. Fait par des copains à l'Ouest.

Célébrer les 20 ans du Rézo à Bure.

Coupler les actions d'information/mob. Besoin de matériel. Liste de matériels en ligne. Récolter du matériel et l'emporter.

Gros travail sur le juridique : 2 avocats, 3-4 juristes + une dizaine de personnes. Proposer d'attaquer l'Andra partout en France.

Lutte sur le long terme. Bien accueillir les nouvelles personnes dans la lutte pour renouveler les forces et ne pas hésiter à lâcher. Leur donner une place.

Diversité des pratiques.

Point sur l'intergénérationnel. Comment on fait pour ne pas oublier l'histoire : transmettre.

Mémoire historique des luttes à rétablir.

Interactions entre l'action judiciaire et le terrain.

Internationalisation : on essaie.

Retour sur la lutte juridique sur la forêt : recours administratif. Réappropriation de la forêt. Le juridique et l'action de terrain travaillent ensemble.

Deux logiques = asso historiques / asso plus jeunes.

Le Réseau a peut-être un rôle à jouer. Créer du lien entre les zadistes et les juristes.

- Atelier 4 : « Stop aux armes nucléaires »

Moment d'échanges très zen et très positif. Différentes composantes. Pas antinomiques mais complémentaires. Besoin que la population refuse l'arme atomique. Loi sur le budget 22/11 : action. Configuration où on arrive à se soutenir même si pas d'accord sur les moyens. Porter au sein d'ICAN le fait qu'on ne veut plus de blocage sur certains types d'actions. On a re-clarifié les liens entre civil et militaire. Il faudrait faire de la pédagogie pour montrer que les deux sont liés. Traité d'interdiction des armes nucléaires à l'ONU. Commission nucléaire militaire va avoir une réunion pour parler de ça. Sur les actions concrètes : participation de tout le monde au jeûne du 6 au 9 août. Urgence sur référendum : 71 parlementaires à convaincre dans les deux prochains mois. Com : il faut qu'on arrive à mieux communiquer. Communication plus audible pour le grand public. Par rapport au DOS, page 3 dans l'état des lieux = rajouter le lien entre le nucléaire civil et militaire et une phrase. Référendum est sur la participation de la France à l'interdiction des armes nucléaires. Parler du traité d'interdiction. Ne pas donner des arguments qui détruisent les bases de notre plaidoyer.

En Allemagne, des groupes qui travaillent sur le nucléaire militaire : quelles relations ? Sur le référendum, il va mobiliser au moment de la signature. Imaginer de bloquer des bases nucléaires militaires.

Deux pétitions qui courent en ce moment sur la plateforme sur une interpellation des candidats. Sur le référendum, si on réussit à obtenir les 285 signatures : 1^e étape franchie. 2^e étape : 4 millions de signatures citoyennes.

Référendum = problématique franco-française. Idem désarmement unilatéral. Par contre, traité d'interdiction = international.

Envisager une réunion physique de la commission nucléaire militaire.

- Atelier 5 : « Quelle promotion des alternatives énergétiques (maîtrise de l'énergie, économies d'énergie et énergies renouvelables) par le Réseau ? »

Faire le lien avec ce qui se passe à Bure. Creys-Malville : on a gagné cette lutte. Comment le Réseau peut-il faire la promotion des alternatives ? Comment aller plus loin sur le combat contre le nucléaire ? Comment lutter contre le fatalisme ? Comment créer le chantier dans le Réseau ? Comment favoriser ? Créer des événements laboratoires. Faire connaître les initiatives des groupes locaux : virage énergie, scénario négaWatt, faire monter les compétences de nos adhérents, établir des partenariats avec les écolos, les communes, les syndicats et notamment la branche énergie, les artisans, mettre en valeur les artisans qui prennent des initiatives, travailler avec les associations de la transition énergétique. Les démarches doivent aller ensemble. Favoriser les projets citoyens. Indispensable de mutualiser l'énergie. Il faut faire passer l'idée qu'un autre monde est possible et faire connaître les alternatives. Participer à l'existant. Affiner plus en terme de vision de ce dont on souhaite faire la promotion. Pas juste une vision technique, mais une vision du Monde. On n'a pas pu prioriser. Beaucoup de choses exprimées mais on n'a pas défini qui devrait faire. Demande que le Réseau puisse faire mieux connaître les alternatives existantes avec des plaquettes, des vidéos... D'autres organismes se penchent là-dessus donc mutualiser.

Loi de transition énergétique = pas du tout satisfaisante. Loi qui tue la transition. Il faut qu'on la démonte et il faut que le Réseau se positionne. Chantier de réflexion jusqu'au prochain congrès : est-ce que c'est au Réseau ? Salariés ? Partenariats ? Ajouter une corde à notre arc. Modèle de société économique. Réflexion qu'il faut poursuivre.

Echanges

Combat permanent à SUD Rail de se marquer anti-nucléaire car beaucoup de salariés qui vivent des transports nucléaires.

Se construire un argumentaire. Des choses intéressantes à prendre chez les immédiatistes.

Lien entre l'abolition de l'arme nucléaire et nucléaire civil. Indépendance énergétique : c'est la paix.

Passerelle pour aller vers les autres. Alternatiba. Pas à nous de recréer des choses.

La santé et les rayonnements. L'AFMT remercie le Réseau pour la BD. L'AFMT va organiser des rencontres avec des profs sur l'impact des rayonnements ionisants en novembre 2017.

Bien de créer des passerelles mais ne pas oublier notre cœur de métier : la sortie du nucléaire. Là, il faut obtenir la fermeture de Fessenheim avant les présidentielles.

Action à Genève pendant plus de 9 ans et demi : permanence devant l'OMS avec des phrases fortes. OMS a toujours fait mine que la radioactivité n'avait pas d'effets sur la santé. Fin de la vigie le 26 avril 2017. Grosse action pour l'occasion.

- **Clôture de l'Assemblée générale et remerciements**

Clôture de l'Assemblée générale ordinaire

FIN DU COMPTE-RENDU